

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 31 OCTOBRE 2016

SOMMAIRE

- 1) **Quelle position à prendre ??**
- 2) **Pourquoi pas...**
- 3) **Il retrouve la ferveur**
- 4) **Rappel au droit chemin !**
- 5) **Valls l'ordonnateur...**
- 6) **Et avec lui la douleur serait plus profonde...**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Arnaud Montebourg prêt à l'union avec le PCF mais pas avec Jean-Luc Mélenchon



« Ce qui sépare [le leader du Parti de gauche] du reste de la gauche, c'est sa radicalité et son isolement », assure l'ancien ministre de l'économie au « Journal du dimanche ».

Le Monde.fr avec AFP

Arnaud Montebourg, candidat à la primaire de la gauche, est prêt à faire l'union avec le PCF dès le premier tour de la présidentielle, affirme-t-il dans un entretien au Journal du dimanche du 30 octobre. En revanche, l'ancien ministre de l'économie ne voit pas d'alliance possible avec Jean-Luc Mélenchon.

Assurant avoir été « beaucoup inspiré » par François Mitterrand et sa « stratégie de l'union », M. Montebourg « souhaite réaliser l'union des gauches ». A la question « dès le premier tour » de la présidentielle « avec les communistes ? », il répond : « Pourquoi pas, s'ils le souhaitent ? Mon projet a été applaudi à la Fête de L'Humanité comme dans des cercles d'entrepreneurs, devant lesquels je tiens exactement le même langage. »

« Il faut unir les Français et non les radicaliser. Je défends un programme d'alliances des forces productives, c'est-à-dire la construction d'un compromis historique entre les forces économiques et les forces sociales. Mon programme est socialiste mais pas seulement : il est aussi républicain, écologiste, et même gaulliste social », souligne-t-il.

« Oliguénarques »

M. Montebourg exclut un rapprochement avec Jean-Luc Mélenchon : « Ce qui [le] sépare du reste de la gauche, c'est sa radicalité et son isolement. »

Il se montre aussi très critique envers son successeur à Bercy, Emmanuel Macron : il fait partie de « ceux que j'appelle les "oliguénarques", ce mélange d'oligarques et d'énarques, ces anciens camarades de promotion qui se partagent le pouvoir politique et administratif et, par-delà les alternances, ont conduit la France là où elle en est ».

M. Macron, qui a quitté le gouvernement fin août, a été banquier d'affaires et est énarque.

lemonde.fr

II) Lettre ouverte aux communistes sur la nécessité de la candidature Jean Luc Mélenchon



Origine : Coordination Communiste 59-62

Chers camarades,

Depuis 9 mois la candidature de Jean-Luc Mélenchon, annoncée par celui-ci en février 2016, fait débat chez les militants communistes, que ce soit au sein du PCF, ou au sein des organisations communistes extérieures au PCF.

Dans ce débat, il nous semble que bon nombre de militants oublient l'objectif principal qui doit nous guider : être utile aux masses, être utile au développement de la lutte de classe.

Or quels sont les besoins des masses aujourd'hui ? Il s'agit de résister à la broyeuse libérale antisociale pilotée par le MEDEF et le gouvernement PS, sous la férule de l'Union Européenne. Il s'agit d'exprimer politiquement le rejet des politiques libérales, austéritaires, antisyndicales, racistes, guerrières, qui pavent la voie au fascisme. Il s'agit, plus spécifiquement, de dénoncer et battre ce parti de trahison sociale qu'est le PS, lequel parti passe encore, aux yeux de millions de gens, pour être de « gauche », c'est-à-dire, dans l'esprit commun, pour être un parti se plaçant « du côté des travailleurs et de la justice sociale ».

Or le rejet populaire des politiques libérales (dont par exemple le rejet de la loi El Khomri, qui a aggravé le fossé avec le PS) et le rejet des politiciens y compris corrompus (cf. Cahuzac) qui incarnent ces politiques – rejets qui s'expriment en partie dans l'abstention aux différentes élections – peuvent s'exprimer aujourd'hui positivement par un vote de masse en faveur d'un candidat en capacité de briser la domination politique du PS sur la « gauche ». Le verrou du

bipartisme « gauche/PS » contre « droite », qui alimente le FN (dénonciateur de « l'UMPS »), peut sauter par le vote Mélenchon, ce qui ouvrira ainsi un espace politique aux forces révolutionnaires.

Battre le PS

Militer pour le vote Mélenchon à la présidentielle, et viser qu'il passe devant le candidat PS, c'est travailler à défaire l'hégémonie du PS et donc du coup favoriser l'alternative à sa gauche. Jean-Luc Mélenchon est certes un social-démocrate de gauche, mais il représente de fait la séparation en cours entre les libéraux et les antilibéraux (forcément inconséquents) au sein de la social-démocratie. C'est un processus objectif produit par l'aggravation de la crise du capitalisme, ses conséquences sur les masses et la montée de la menace fasciste. De larges couches de la société, notamment des couches dites moyennes soutiens traditionnels de la social-démocratie, sont touchées par la crise du système capitaliste, par la gestion libérale de celle-ci, et rentrent en opposition avec le système et les partis qui le défendent. Mélenchon est le reflet et le catalyseur de ce processus, processus qui a atteint aujourd'hui un stade tel que la social-démocratie libérale (le PS) peut perdre son hégémonie sur la « gauche ».

Les forces communistes doivent rompre avec le PS pour participer à ce front de résistance mené par Mélenchon, l'adversaire du moment du PS. Si demain nous voulons aller plus loin, obtenir des changements plus décisifs, il convient de commencer d'abord, avec Mélenchon, de mettre à bas la domination de la social-démocratie libérale.

Etre un pas en avant des masses, ce n'est pas se couper d'elles

Certes Mélenchon n'est pas communiste, mais ce n'est pas cela qui est posé dans une démarche de front. Chavez au Venezuela ne l'était pas plus, mais cela n'a pas empêché le Parti Communiste Vénézuélien de le soutenir, lui et son « Mouvement pour la Vème République ».

Ce qui importe, c'est l'objectif commun, et il faut mettre en avant la personnalité la plus capable de faire progresser le front en direction de cet objectif, voire d'atteindre l'objectif.

D'aucuns diront qu'il n'y a pas réellement de « front », en ce sens que la « France Insoumise » - puisque tel est le nom de la structure qui soutient sa campagne - n'est pas un front constitué de

différents partis, comme pouvait l'être le « Front de Gauche ». Mais s'arrêter à cela n'est que s'attacher à la forme, au détriment du fond, qui doit primer : qu'importe si la « France Insoumise » n'est qu'un mouvement construit autour du PG, ce qui nous intéresse c'est le sens et l'objectif de cette campagne, et ce que représente Mélenchon pour de larges masses. Or il incarne bien la résistance populaire actuelle, ce qu'illustre par exemple la présence sur le plateau de la Convention programmatique à Lille de représentants des principales luttes sociales du moment ; et le mouvement ouvrier et populaire passera de la défensive à l'offensive en soutenant et promouvant cette candidature.

Marx disait dans Le Manifeste que « les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers. (...) Ils sont la fraction la plus résolue des partis ouvriers » ; « Dans les différentes phases que traversent la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité ».

Il faut bien comprendre par là que les communistes, tout en ayant leur propre organisation qui ne se dilue jamais (tout comme le PC vénézuélien ne se dilua pas dans le PSUV), sont partie prenante des différentes phases du combat mené par les travailleurs, tout en continuant à viser plus loin. Ainsi, ouvrir le chemin ultérieur vers la révolution, dans le contexte actuel de régression sauvage et de menace fasciste, c'est aujourd'hui bâtir un solide front de résistance aux attaques libérales et surmonter la domination politique de la social-démocratie libérale.

Programme minimum et programme maximum

Dire qu'il faut un « programme communiste » pour cette élection présidentielle, et critiquer le programme de Mélenchon à cette aune-là, n'est pas une approche juste : le « programme » pour une candidature à une élection présidentielle est nécessairement un « programme minimum » qui correspond aux besoins immédiats de la lutte des masses et qui peut mettre en mouvement ces masses, et non pas le « programme maximum » qui est le programme de la révolution et de la construction de la société socialiste étape vers le communisme. Lénine et les bolchéviks, en 1917, réclamaient la paix et la terre, mesures qui, en soi, n'étaient pas « communistes » : la distribution de la terre aux paysans était même une mesure démocratique bourgeoise, mais c'était la mesure

qui correspondait aux besoins du moment des masses paysannes sans terre.

Il ne faut donc pas rejeter le programme de Mélenchon en le déclarant « non-communiste », ce qui n'a pas grand sens, mais le prendre pour ce qu'il est (un programme immédiat qui correspond aux besoins immédiats de la lutte de classe), un programme même assez avancé sur la question européenne par exemple, ce qui n'empêche qu'il peut être et doit être critiqué (dans un esprit constructif) et amélioré pour qu'il réponde au mieux aux besoins immédiats des masses. Mais mettre cela en avant, critiquer tel ou tel aspect du programme (alors que le programme du PCF par exemple est tout aussi critiquable) pour refuser de soutenir Mélenchon est tout simplement un prétexte pour ne pas répondre à la question décisive qui est le besoin objectif des masses de sanctionner dans les urnes le PS libéral, de se défendre et d'aller à la contre-offensive avec la candidature Mélenchon.

Sur la question de la « candidature communiste »

Il en est de même de la notion de « candidature communiste ». Nous comprenons la volonté de militants qui souffrent de la dérive réformiste et opportuniste de leur Parti de vouloir absolument retrouver une « identité communiste » menacée et de vouloir porter une « parole communiste » dans cette campagne. Mais il y a là une confusion : tout d'abord une candidature portée par le PCF ne sera pas, ipso facto, une « candidature communiste », mais simplement une « candidature PCF », sauf à vouloir attribuer au terme « communiste » simplement la signification usuelle de « membre du PCF ».

Ensuite, à supposer que le candidat choisi soit réellement communiste (et pas un simple social-démocrate travesti en communiste comme l'est Pierre Laurent), cette candidature n'en sera pas plus efficace dans la lutte de classe, au vu de l'objectif atteignable du moment qui est de contester et même battre la domination du PS. Car aujourd'hui l'enjeu est bien d'être en capacité d'exprimer la révolte populaire et de battre le PS, et Mélenchon – l'homme qui a déjà obtenu 4 millions de voix sur son nom en 2012 et qui a une très forte popularité au sein du peuple de gauche – est le seul aujourd'hui en capacité d'atteindre cet objectif, qu'on l'aime ou pas, qu'on le veuille ou non. Il nous faut le meilleur candidat capable de porter ce programme immédiat ; c'est l'objectif qui détermine le candidat. Tout comme, dans un syndicat, celui qu'on choisit comme dirigeant, est

celui qui est le meneur, le plus à même de faire avancer la lutte et le camp des travailleurs. Alors oui, souvent, ce meneur peut être justement un militant communiste, et c'était souvent le cas quand le PCF était authentiquement communiste et composé principalement de militants ouvriers très engagés.

Mais c'est de moins en moins le cas, et cette élection présidentielle n'est au fond que le révélateur de 40 ans de dérive opportuniste et de liquidation du PCF : ce n'est pas Mélenchon qui liquide le PCF, c'est au contraire la liquidation du PCF qui amène Mélenchon (et, soit dit en passant, le « tout sauf Mélenchon » ne pourra par conséquent « traiter le mal »).

Il y a 35 ans, même avec ses défauts, le PCF était encore capable d'avoir un Georges Marchais tribun du peuple capable de fédérer au-delà des rangs du PCF. Aujourd'hui, c'est un Mélenchon, socialiste de gauche, qui joue ce rôle-là. Il faut le voir.

D'aucuns s'illusionnent, estimant qu'il suffirait de la désignation d'un « candidat communiste » doté d'un « programme communiste » pour reprendre, de facto, une position dirigeante dans le mouvement ouvrier et populaire, contre la social-démocratie. Seulement, le fait pour les communistes d'être l'avant-garde des fronts anticapitalistes, antifascistes et anti-impérialistes n'a jamais été acquise « de droit », mais a toujours résulté d'un travail de terrain acharné. Chemin faisant, les communistes avaient acquis une place incontournable dans le mouvement ouvrier et populaire. Aujourd'hui, nous devons acter nos reculs pour préparer l'avenir, et non les nier en nous contentant de réaffirmer nos succès d'hier.

D'autres camarades, plus lucides face à la situation, mais arc-boutés sur la nécessité d'avoir un « candidat communiste », en viennent à définir d'autres objectifs pour cette campagne présidentielle, reproduisant sans s'en rendre compte les postures traditionnelles des organisations trotskistes : il s'agit alors d'avoir un « candidat communiste » coûte que coûte, simplement pour « porter la parole communiste », simplement pour témoigner finalement. Que le mouvement communiste en soit réduit à cela est une régression.

Certains cherchent à justifier cela par une perspective à long terme : « qu'importe si le score est faible, au moins on aura sauvé notre existence et notre indépendance et on pourra

continuer à construire demain ». Mais cela signifie sacrifier la possibilité de victoire immédiate contre la social-démocratie libérale qui ouvrira une respiration et un espace au mouvement ouvrier et, ce faisant, aux forces révolutionnaires ; c'est diviser la résistance au PS incarnée par Mélenchon et, de facto, c'est favoriser le PS. C'est aussi ne pas prendre la mesure du danger fasciste et de la nécessité de faire émerger un pôle jouant à armes égales avec les partis traditionnels PS/ droite de la bourgeoisie, permettant d'attirer les déçus et autres travailleurs dégoûtés de l'alternance libérale eurocratique PS/droite.

Sur la question des législatives

Souvent hélas, il y a surtout des calculs d'appareil dans cette volonté d'avoir absolument un « candidat communiste », en liant cette campagne présidentielle, même avec un score faible, aux législatives à venir, enjeu décisif (au-delà de la question du groupe parlementaire) pour l'accès au financement public pendant 5 ans. Aux pragmatiques qui diront que l'argent est le nerf de la guerre et qu'il est politiquement essentiel de sauvegarder un groupe de députés à l'Assemblée, nous dirons que rien de tout cela n'est en réalité impossible avec la France Insoumise. Mais qu'à force de traîner, cela devient certes plus difficile. En fait, à force de rester arrimé au PS pour avoir des « députés communistes », on finit par tout perdre et, finalement, seul le FN, parti fasciste, en profite.

Si Mélenchon a annoncé que la France Insoumise désignerait 577 candidats aux législatives, il faut le lire en miroir du travail que fait actuellement le PCF pour désigner aussi 577 candidats. Donc là n'est pas la question. Et il ne faut pas en déduire que Mélenchon est prêt à faire battre des députés sortants du Front de Gauche, rien ne permet de l'affirmer. Ce n'est d'ailleurs pas son intérêt. La question clef qui permettra d'ouvrir une discussion/négociation, c'est bien entendu la question des présidentielles, qui est la bataille cruciale. Il est logique de concevoir que les élections législatives, qui auront lieu 5 semaines après la présidentielle, se fassent en lien avec elle.

Conclusion : sachons saisir une opportunité historique !

Chers camarades,

En 2012, face à la droite au pouvoir, le PS se présentait comme « force principale d'opposition de gauche ». Le « Front de Gauche », avec

Mélenchon comme candidat, émergeait en montrant aux yeux de larges masses qu'il y avait une « autre gauche » plus combative, qui voulait s'en prendre réellement aux maux de cette société. 4 millions de voix (11%) se sont portées sur Jean-Luc Mélenchon, retrouvant un score inédit pour une candidature à la gauche du PS.

Aujourd'hui, après 5 années de destruction accélérée des conquises sociales et démocratiques par un gouvernement PS clairement à la solde du MEDEF et de l'Union Européenne, nous avons la possibilité avec Mélenchon de passer une étape supérieure, celle de surpasser électoralement le PS, décrédibilisant nettement ce Parti et permettant ainsi d'ouvrir un nouveau chemin pour les forces progressistes.

Mélenchon futur Tsipras ou Mitterrand?

D'aucuns ont l'exemple grec à la bouche pour indiquer que dépasser la social-démocratie, voire prendre le pouvoir, n'est pas en soi un gage de succès pour les travailleurs si à l'arrivée c'est une trahison à la Tsipras qui nous attend. La référence à Mitterrand est aussi faite.

A cela nous répondrons que les combats que l'on mène, on n'est pas sûr de les gagner, mais que les combats que l'on ne mène pas sont perdus d'avance.

Mais il faut avoir perdu le sens des réalités pour faire la fine bouche sur le besoin de devancer toute candidature du PS alors que le mouvement ouvrier est à ce point sur la défensive, qu'il subit des coups très durs (voir notamment la très forte répression antisyndicale), et que les travailleurs ont tout simplement besoin de souffler, de relever la tête. Toute avancée sur le front électoral de Mélenchon sera vécue par des millions de gens comme une bouffée d'oxygène, doublée d'une saine satisfaction si le PS est à terre, dépassé. Ce sera un puissant moteur permettant à la classe ouvrière de reprendre confiance en elle, voire de repartir à l'offensive.

Comparaison n'est pas raison. Chaque contexte politique est différent. Mitterrand voulait « plumer la volaille communiste » ; aujourd'hui voter Mélenchon, c'est « plumer la volaille socialiste » !

A quoi cela servira-t-il, demandent encore certains, si, au final, c'est pour terminer 3ème de la présidentielle derrière la droite et le FN ? A cela nous répondons que briser la domination du PS sur la « gauche » est en soi un objectif, puisqu'il

permettra ensuite une reconstruction de cette gauche dans laquelle le mouvement communiste pourra jouer un rôle beaucoup plus important qu'aujourd'hui, à condition bien sûr que nous sachions nous rassembler dans et hors du PCF contre l'opportunisme.

Mais un tel questionnement interroge. Est-ce à dire que pour certains il faille absolument trouver l'équation permettant à la « gauche » (mais quelle gauche ?!) de se trouver au second tour. Car, mis à part Mélenchon lui-même (que certains analystes, encore rares bien sûr, situent même à cette deuxième place), envisager un « candidat de gauche » au second tour de la présidentielle ne peut que vouloir dire soutenir un candidat issu du PS. Or c'est précisément cela que le peuple ne veut pas : faire croire qu'il y a une différence entre la social-démocratie libérale incarnée par le PS et la droite libérale.

Pour en finir avec la social-démocratie libérale, il faut choisir Mélenchon !

A moins que... le secret espoir de certains (et notamment à la direction du PCF) soit que ce soit un « frondeur » qui gagne la « primaire du PS », un Montebourg par exemple (qui semble le mieux placé des frondeurs). Auquel cas cette direction du PCF jugerait « plus facile » de faire accepter le ralliement du PCF dès le premier tour à ce candidat du PS frondeur. Cela ne serait alors qu'une tentative inacceptable de sauver le PS dans le vain espoir d'avoir un retour d'ascenseur au moment des législatives.

Montebourg représente l'illusion d'une « critique de gauche » au sein du sérail. Le « Ministre liquidateur de Florange », qui a soutenu l'arrivée de Valls au poste de premier ministre, peut difficilement être présenté comme un opposant de gauche, radical, permettant d'ouvrir une alternative. Sa seule fonction est de capter des voix au détriment de Mélenchon pour tenter de sauver le PS ou tout au moins de limiter les dégâts. Non, il n'y a pas d'échappatoire possible, la seule alternative aujourd'hui, c'est Mélenchon.

Toute tentative de trouver un autre candidat, par la « gauche » (candidature « communiste ») ou par la « droite » (candidature PS « frondeur »), que ce soit dès aujourd'hui ou demain après avoir attendu les résultats de la « primaire du PS », ne peut qu'affaiblir le principal adversaire de gauche du PS qu'est Mélenchon et, ce faisant, ne peut que favoriser le PS et renforcer sa domination.

Nous appelons donc à soutenir la candidature

et à voter Mélenchon. C'est travailler à se débarrasser de la plaie libérale anti-populaire de la gauche du capital qu'est le PS.



veillecommuniste.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Présidentielle 2017 : Mélenchon, les raisons d'y croire



Jean-Luc Mélenchon fait une poussée dans les sondages, dont certains le hissent à environ 15 % d'intentions de vote. LP/PHILIPPE DE POULPIQUET

Il avait tant vociféré contre la gauche au pouvoir que sa voix en était devenue inaudible. Mais, à la faveur de vents porteurs, Jean-Luc Mélenchon a retrouvé du coffre.

C'est le candidat qui monte, qui monte... Au fil des sondages, Jean-Luc Mélenchon s'impose comme la première force politique de gauche à six mois de la présidentielle. Un revenant que les socialistes observent avec déni, voire un soupçon de mépris, alors même qu'il devance régulièrement le candidat du PS dans les sondages... qu'ils affichent le visage de François Hollande ou de Manuel Valls. « Mais non, c'est

pas possible », lâche un ténor socialiste. « Ce serait carrément humiliant », ajoute un autre. Et pourtant...

L'embellie des sondages

Les stratèges de l'eurodéputé, eux, se réjouissent de cette poussée dans les enquêtes d'opinion, qui le hissent à environ 15 %. « La seule candidature à gauche susceptible de passer le second tour est celle de Jean-Luc Mélenchon, veut croire Alexis Corbière, porte-parole de sa campagne. Pourquoi perdre avec le PS, alors qu'on peut gagner avec Mélenchon ? » Telle est, en tout cas, l'idée que l'ancien sénateur du PS cherche à instiller auprès des électeurs de gauche.

Personne n'a vu venir l'eurodéputé, parti en campagne très tôt — et seul — en février. Il s'est déclaré sans concertation avec ses anciens alliés communistes, avec qui il est brouillé. Et qui ne devraient pas — la décision sera prise samedi prochain — engager un des leurs dans la course à l'Elysée.

Une gauche en lambeaux

De quoi donner des raisons d'espérer à celui qui fut candidat du Front de gauche en 2012, arrivé à la quatrième place (11 %) après une campagne tonitruante. Pour 2017, les vents s'annoncent plus favorables. D'abord, François Hollande, de plus en plus seul, est empêtré dans une situation inextricable. Même dans son camp, l'hypothèse de sa candidature est remise en cause.

Ensuite, à gauche, le nombre de candidats alignés au départ pourrait être réduit comme peau de chagrin. C'est en tout cas le pari des proches de Mélenchon. Outre l'absence probable des communistes, des incertitudes pèsent sur la capacité du NPA et des Verts à décrocher les 500 parrainages nécessaires pour concourir au premier tour.

Cette quête des signatures est également complexe pour Mélenchon. Car, contrairement à 2012, le tribun s'est cette fois lancé seul, avec l'appui du mouvement qu'il a créé — la France insoumise — et non plus de partis. « Mélenchon s'en est émancipé. Quant aux socialistes au gouvernement qui appellent au rassemblement, ce n'est pas avec les dégoûtants qu'on va aller chercher les dégoûtés », lâche Alexis Corbière, dans une phrase choc aux accents populistes. Dans leur ligne de mire : les abstentionnistes. « Il y a des cœurs à prendre », poursuit-il. Environ un électeur sur deux, si l'on en croit les sondages.

Une nouvelle stratégie

Incontestablement, le candidat Mélenchon pour 2017 est sensiblement différent de celui de 2012. Si la moelle anti-establishment de son propos n'a pas changé (« défendre le peuple contre l'oligarchie »), l'assaisonnement a été rectifié. Marine Le Pen n'est plus la cible numéro un de ses foudres. C'est contre la droite que le candidat de la France insoumise ferraille désormais. Une façon pour lui de se positionner comme le seul à même de défaire les Républicains... Et d'apparaître, par effet de miroir, comme la seule force crédible à gauche. Signe qui ne trompe pas : il étrille toujours François Hollande, mais de façon moins obsessionnelle...

En plus des abstentionnistes et des socialistes déçus par le PS, Mélenchon s'est aussi mis à appâter les écologistes englués dans une primaire quasi confidentielle où leur figure de proue, Cécile Duflot, a été éliminée dès le premier tour. « On a une grande opportunité », se réjouit un proche de l'eurodéputé. Ou l'histoire du revenant qui vient bousculer une campagne où tout était comme figé.

Sa difficile quête des parrainages

Pas de parti... moins de signatures... et peut-être pas de candidat. Telle est l'équation inextricable qui effraie ceux qui se lancent dans la course à l'Elysée sans l'appui de formations politiques historiquement implantées. Car pour le scrutin présidentiel de 2017, les règles de parrainage des candidats ont été durcies. Il faut désormais compter sur les signatures de 500 élus minimum d'au moins 30 départements (avec un maximum de 50 noms par département). Et les identités de tous les parrains seront cette fois rendues publiques !

De quoi singulièrement compliquer la tâche des 200 mélenchonistes qui sillonnent la France en quête des précieux sésames. Ils ciblent les élus « sans étiquette ». Selon nos informations, la barre des 300 promesses de signatures a été franchie hier. Dont une trentaine émanant d'élus communistes, alors que le PCF ne lui accorde pour l'instant pas son soutien. « C'est compliqué. On se retrouve souvent en face d'élus sympathisants qui refusent de parrainer », explique l'un de ces « chasseurs de signatures ».

Un de ces maires « sans étiquette » s'en explique. « Je ne vais pas l'accorder, pour ne pas être apparenté, insiste l'un d'eux, qui justifie : mon seul parti, c'est mon village. » Prudents, ces élus

redoutent parfois la réaction des leurs adjoints, présidents d'intercommunalité ou électeurs qui ne partageraient pas leurs choix.

D'autres élus non affiliés aux grands partis rapportent les mises en garde à peine cryptées de barons locaux. « Nous subissons des pressions de la part du PS sur les subventions de tel ou tel projet », explique un autre, sous couvert d'anonymat.

Cette longue partie de chasse pose un autre problème à Mélenchon : sans signatures, pas d'emprunt de la banque. Or pour mener à bien sa campagne voire se qualifier pour la finale, Mélenchon doit être en mesure de financer sa campagne.

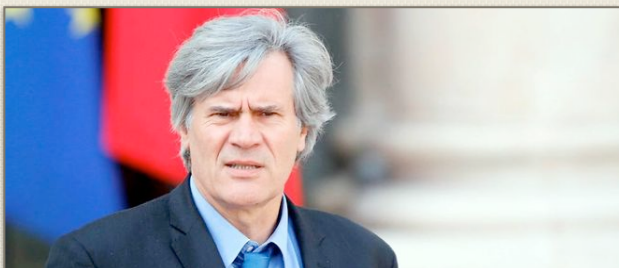
leparisien.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Le Foll rappelle à Valls que "le patron, jusqu'à nouvel ordre, c'est Hollande"

Le proche de François Hollande explique qu'il faut respecter le calendrier fixé par le chef de l'État sur sa décision de briguer ou non un nouveau mandat.

Par Le Point.fr (avec AFP)



Stéphane Le Foll a recadré le Premier ministre. © CITIZENSIDE/
YANN BOHAC

Manuel Valls avait ouvert les hostilités. François Hollande avait répliqué. C'est au tour de la garde rapprochée du président de la République de monter au créneau. Stéphane Le Foll, très proche de François Hollande, a appelé dimanche à "respecter" le calendrier fixé par le chef de l'État pour l'annonce de sa décision de briguer ou non un second mandat. Pour lui, "le patron, jusqu'à nouvel ordre", c'est le chef de l'État.

"Le patron, jusqu'à nouvel ordre, c'est le président de la République, il a été élu. Le patron qui a été élu en 2012, c'est François Hollande", a lancé le porte-parole du gouvernement lors du Grand Rendez-vous Europe 1/Les Échos/i>Télé, dans ce qui sonne comme un rappel à l'ordre à Manuel Valls. "Il y a un calendrier qui a été fixé par le président de la République, qu'on le respecte", a-t-il martelé. Le Premier ministre avait évoqué jeudi sa "colère" personnelle et une "honte" ressentie selon lui par les militants socialistes à la lecture du livre-confessions de François Hollande Un président de devrait pas dire ça..., selon Le Monde paru vendredi après-midi.

Une question de loyauté

"Je n'ai pas senti de honte chez les militants, c'est très clair", a réagi Stéphane Le Foll, un proche de François Hollande. "Après (...) j'ai senti, et je le ressens, des doutes et des questionnements", a-t-il admis. "Chaque fois qu'il y a des choses qui doivent être dites, elles doivent être dites, mais il y a aussi, avec la franchise, la question de la loyauté", a-t-il mis en garde. "La loyauté, c'est aussi du respect. Respect de ce que sont les fonctions, président de la République, Premier ministre." "Le respect, c'est aussi (celui) du calendrier qui a été donné par le président de la République. Il s'exprimera et il donnera sa position au mois de décembre. C'est ce qu'il a dit. Eh bien respectons ce calendrier", a-t-il développé.

"Aujourd'hui, celui qui est en capacité de pouvoir rassembler, c'est François Hollande !", a estimé le porte-parole du gouvernement, soulignant que le président, aujourd'hui au plus bas dans les enquêtes d'opinion, "est un battant". Stéphane Le Foll a également nié un quelconque problème institutionnel, après les propos de Manuel Valls à l'égard de François Hollande. "Il y aurait un problème institutionnel si dans le fonctionnement de l'État, après par exemple une décision comme celle du démantèlement de Calais, il y avait eu des divergences sur l'action qui est à conduire. Il n'y en a pas."

"Un patron, ça ne se décrète pas, ça s'impose naturellement"

La sortie de Le Foll a aussitôt fait réagir à gauche. Interrogé lors du Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro, Gérard Collomb, sénateur-maire PS de Lyon et soutien d'Emmanuel Macron, a lâché : "Vous savez, un patron, ça ne se décrète pas, ça s'impose naturellement", a-t-il lâché. Le chef de l'État "est à 4 % dans les sondages, je ne vois pas comment il pourrait remonter et faire en sorte que la gauche se qualifie au second tour" de la présidentielle, a-t-il encore déclaré. Pire, selon lui, "ce n'est pas sûr" même qu'il puisse remporter la primaire à gauche, face à Arnaud Montebourg notamment.



V) Souviens-toi du 49-3 !

On est stupéfait lorsqu'on entend aujourd'hui Manuel Valls appeler la gauche à se rassembler, comme s'il n'était pas coupable de l'avoir lui-même profondément divisée.

Ce qu'il est désormais convenu d'appeler « la colère des policiers », ou de certains d'entre eux, est traité avec beaucoup d'empathie par les commentateurs. Et il n'est pas un responsable politique qui ne dise sa « grande compréhension » des manifestations qui s'organisent nuitamment dans nos villes depuis plus d'une semaine. Cela peut se comprendre quand on se souvient de l'acte de barbarie qui a provoqué ce mouvement. Le jet d'un cocktail Molotov dans une voiture en faction, et la claire intention des assaillants de piéger les policiers dans les flammes, est évidemment un crime d'une insupportable sauvagerie. Mais, au-delà de l'émotion qu'il suscite, le drame soulève beaucoup de questions, notamment sur les missions absurdes que l'on impose aux policiers (à Viry-Châtillon, il s'agissait de « surveiller » une caméra... de surveillance !)[^1], et plus profondément sur la

violence du climat social. Une violence dont les policiers ne sont pas innocents, et dont ils se sont souvent rendus coupables dans les manifestations du printemps dernier.

Mais ce qui inquiète, dans l'immédiat, c'est la tournure aventureuse que prend le mouvement. Des cortèges nocturnes de policiers cagoulés, armés, dit-on même parfois, et parvenant sans difficulté jusqu'aux portes des principaux lieux de pouvoir, cela rappelle de mauvais souvenirs. Ce n'est certes pas « février 1934 », mais cela ressemble déjà un peu plus aux manifestations du 13 mars 1958, dans le climat délétère de la guerre d'Algérie. Il y a toujours quelque chose de factieux dans ces soulèvements d'une corporation qui s'affranchit d'elle-même d'un ordre qu'elle revendique, et qu'elle défend avec zèle, et souvent brutalité, contre toute autre forme de protestation sociale.

Plusieurs signes devraient inviter à la vigilance dans cette affaire : l'impunité dont jouissent les « manifestants », nullement entravés dans leurs marches en direction de l'Élysée ou du ministère de l'Intérieur ; la mise à l'écart des syndicats – ce qui n'est jamais très bon signe en démocratie – et la nature de leurs revendications. Pour l'instant, l'autorité politique ne cède pas à la demande d'extension de la légitime défense, mais on ne sent pas une grande fermeté dans ce refus. Enfin, et peut-être surtout, les policiers s'en prennent à la justice (ce qui, au passage, remet en perspective la petite phrase, malheureuse mais opportuniste, de François Hollande sur la « lâcheté de l'institution judiciaire »). Ils ne sont donc pas seulement « au-dessus des lois », ils veulent aussi « faire la loi ». On a là tous les germes d'une dérive possible. L'ironie de l'actualité veut que cette affaire survienne au moment où la gauche de gouvernement, tout à son désarroi, lance une opération Valls [^2]. C'est-à-dire de promotion du personnage politique le plus enclin à céder à la police. Et cela, plus par affinités idéologiques que par faiblesse. Est-on en train de remplacer, rue de Solferino, un technocrate néolibéral confus par un néolibéral autoritaire ?

L'opération Valls « candidat de substitution » a été lancée par le propre entourage du Premier ministre, confirmée par les propos du premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, ainsi que par le changement de discours, toute honte bue, de Manuel Valls lui-même. On est stupéfait lorsqu'on l'entend aujourd'hui appeler la gauche à se rassembler, comme s'il n'était pas coupable de l'avoir lui-même profondément divisée. Il faut beaucoup d'impudence pour oser

ainsi demander, sur un mode faussement naïf, et soudain très amical, ce qui le sépare d'« Arnaud [Montebourg], Benoît [Hamon] et Aurélie [Filippetti] ». La réponse est pourtant simple : la loi travail. La loi travail, comme symbole de toute une politique. Manuel Valls a préféré à l'époque défier la gauche en imposant un texte qui fait reculer d'un demi-siècle le droit du travail.

La loi qui, dans son contenu, et par la méthode qui l'a imposée, a creusé un abîme entre les « deux gauches ». Il est d'ailleurs frappant – encore une manifestation d'amnésie – d'entendre Manuel Valls en appeler à l'unité, alors qu'il y a peu il jugeait les « deux gauches » « irréconciliables ». Soudain condamné à faire assaut de diplomatie, il en est même réduit à tendre la main à Emmanuel Macron, l'ami le plus détesté ? Grand amateur d'histoire de France, façon Troisième République, Manuel Valls connaît évidemment l'épisode du vase de Soissons. « Souviens-toi du vase de Soissons ! », se serait écrié Clovis, roi des Francs, en fracassant le crâne du soldat qui, un an auparavant, avait brisé devant lui le précieux objet liturgique. Vraie ou fausse, l'anecdote est en tout cas devenue une sorte de fable. Il faut avoir la mémoire de ses propres actes, et songer à leurs conséquences quand il est encore temps. En un mot, être responsable. Une leçon que le Premier ministre semble avoir oubliée. Il s'expose à s'entendre répondre : « Souviens-toi du 49-3 ! »

[^1] Voir l'analyse du sociologue Fabien Jobard dans l'article d'Olivier Doubre, pp. 4 à 6.

[^2] Pendant que les uns jouent la carte Valls, d'autres tentent de convaincre Christiane Taubira de faire acte de candidature. Quelle pagaille !

par Denis Sieffert

politis.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Pour Sarkozy, voter Hollande serait "une douleur extrême"



Nicolas Sarkozy et François Hollande lors d'une cérémonie aux Invalides le 19 septembre 2016 à Paris © JACKY NAEGELEN

Nicolas Sarkozy affirme que ce serait pour lui "une douleur extrême" de devoir voter en faveur du président François Hollande s'il était en duel face à...

Nicolas Sarkozy affirme que ce serait pour lui "une douleur extrême" de devoir voter en faveur du président François Hollande s'il était en duel face à Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle, dans un entretien samedi à Nice *Matin*.

Soulignant que "ce cas de figure est hautement improbable", l'ancien président de la République assure qu'un tel vote "ne veut pas dire qu'(il) veut le changement du ni-ni en front républicain", contre lequel il a été "toute (sa) vie".

"Je pense que l'alliance entre le parti socialiste et l'opposition crée un espace formidable pour les extrêmes, c'est pour ça que je suis pour le ni-ni aux départementales, aux régionales, et même aux législatives", réaffirme-t-il.

"Là, on me parle de l'élection présidentielle: je ne voterai pas Mme le Pen (...) Ensuite, M. Bourdin me demande si cela signifie que je voterai Hollande... Ce serait une douleur extrême !", ajoute Nicolas Sarkozy après avoir déclaré la veille sur BFMTV et RMC qu'en cas de duel entre M. Hollande et la présidente du Front national, il voterait, "pas de gaieté de coeur", pour son successeur à l'Élysée.

"Il y a plusieurs solutions : le vote pour Hollande, l'abstention", précise-t-il à *Nice Matin*. "Les électeurs feraient ce qu'ils voudraient mais moi,

dans tous les cas, je ne voterai pas pour Mme Le Pen. Je ne veux pas de Mme Le Pen à la présidence de la République française. Cela conduirait à l'explosion de l'Europe, à un isolement de la France dont nous n'avons pas besoin", juge-t-il.

publicsenat.fr

A Suivre... La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com